

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 mars 2013**Objet n° 11** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Marc Dero, Secrétaire communal adjoint.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, Conseiller communal.

#Objet : Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 13 abstention(s).

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 30 novembre 2011 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DÉCIDE :

**REGLEMENT FIXANT LES REDEVANCES SUR L'ETABLISSEMENT
ET/OU LA DELIVRANCE DE CERTIFICATS ET DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS
Modification**

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers	
a) Procédure normale :	
Pour la première délivrance ou tout renouvellement	€5,00
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€20,00
c) Procédure d'extrême urgence :	
Pour toute délivrance	€40,00
d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise au point 2) b)	€5,00
e) Complémentaire à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulable de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ième} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée au point 2 b). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de force majeure, il sera perçu au 2 ^{ième} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ième} duplicata, 40€ ; Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus.	
2) Pièces et certificats d'identité aux enfants belges et non-belges de moins de 12 ans	
a) Pour la délivrance de la première pièce d'identité	gratuite

- Remplacement en cas de changement de nom, prénom ou de nationalité	€1,25
- Renouvellement en cas de perte ou de détérioration	€1,25
b) Pour la délivrance de la Kids's Card (carte d'identité électronique) aux enfants belges âgés de moins de 12 ans	€3,00
Les redevances reprises aux points 1) b et 1) c sont applicables en cas de procédure d'urgence ou d'extrême urgence	
c) Pour la délivrance de tout certificat d'identité aux enfants étrangers de moins de 12 ans	€1,25
3) Passeports	
a) Procédure normale :	
Passeport adulte	€16,00
Passeport enfant	€16,00
b) Procédure d'urgence :	
Passeport adulte	€35,00
Passeport enfant	€35,00
4) Permis de conduire	
a) Procédure normale :	
Pour le permis de conduire électronique	€7,00
Pour le permis de conduire provisoire	€3,75
Duplicata	€3,75
Pour le permis de conduire international	€3,75
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€20,00
5) Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité	€7,00
6) Transcription d'actes étrangers	€30,00
7) Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)	€15,00
8) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :	
a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales	€7,00
b) Renseignements urbanistiques :	
- délai d'obtention de 30 jours et plus	€50,00
- délai d'obtention de moins de 30 jours et plus de 7 jours	€100,00
- délai d'obtention de moins de 7 jours	€300,00
c) Les permis et certificats d'urbanisme et d'environnement ayant pour objet :	
-Construire ou transformer avec modification de volume	€150,00
-Transformer sans modification de volume	€100,00
-Modifier la destination ou l'utilisation d'un bien	€100,00
-Placer des dispositifs de publicité	€200,00
-Placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	€100,00
-Autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition,...)	€50,00
comprenant :	
Un rapport d'incidences	€250,00
Une étude d'incidences	€500,00
d) Les permis d'urbanisme et d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal :	

- avec modification du volume bâti	€1.000,00
- sans modification du volume bâti	€500,00
e) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie	€5,00
<u>Noir et blanc</u> : € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3	
<u>Couleur</u> : € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3	
f) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien	€100,00
g) Etablissement de la déclaration d'abattage pour la Fête du Sacrifice	€15,00
h) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2 ^{ième} rappel	€12,00
9) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)	
Par document ou par prorogation de validité de documents	€7,00
10) Carte professionnelle	
Demande de carte professionnelle	€25,00
Délivrance de carte professionnelle	€25,00
Accusé de réception de carte professionnelle en cas de modification	€4,00
Modification de carte professionnelle	€25,00
11) Permis de travail	€1,25
12) Changement	
de nom	€25,00
de prénom	€25,00
de date de naissance	€25,00
13) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense	€25,00
14) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue	
a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	€75,00
b) de prendre un aidant dans l'exploitation des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	€13,00
c) d'une dispense de fermeture de tout établissement visé au point 15 a)	€13,00
d) de l'utilisation dans un lieu public d'instruments de musique ou d'appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores, d'un téléviseur avec ou sans cassette-vidéo ou de tout autre appareil audiovisuel	€13,00
e) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique	€13,00
f) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :	
- d'un salon de prostitution	€1.500,00
- d'une « carrée »	€250,00
15) Constitution d'un dossier :	
- de nationalité	€40,00
- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980	€10,00
- en matière de cohabitation légale	€30,00
- relatif à une demande anticipée en matière :	
d'euthanasie	€10,00
de dernières volontés en matière de sépultures et de rites	€10,00
- d'inscription après radiation d'office	€30,00
16) Une redevance d'un montant de 2.500€ sera réclamée pour la délivrance par le Bourgmestre	

de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.	
--	--

Article 4

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou d'un logement social ou assimilé ;
16. Les certificats de bonne vie et mœurs, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;
17. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
18. Les documents visés à l'article 3, point 8-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;
19. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
 - attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
 - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
 - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
 - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
- déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
20. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant

entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.
Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication, abroge et remplace, à cette même date, la délibération du 30 novembre 2011 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 mars 2013

Le Secrétaire communal adjoint,
(s) Marc DERO

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 2 avril 2013

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Cécile JODOGNE
Echevin

Vergadering van 27 maart 2013**Voorwerp nr 11** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Marc Dero, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, Gemeenteraadslid.

#Objet : Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken- Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 13 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, §4, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 30 november 2011 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

REGLEMENT VASTSTELLEND DE RETRIBUTIES VOOR DE OPSTELLING EN/OF AFGIFTE VAN GETUIGSCRIFTEN EN ADMINISTRATIEVE STUKKEN

Wijziging

Artikel 1

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen	
a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	€5,00
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	€20,00
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	€40,00
d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in punt 2) b)	€ 5,00
e) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in punt 2b). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.	
2) Identiteitsstukken aan Belgische en niet Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	

a) voor de uitreiking van het eerste identiteitsstuk	gratis
- vervanging in geval van naam-, voornaam- of nationaliteitswijziging	€1,25
- vernieuwing in geval van verlies of beschadiging	€1,25
b) voor de uitreiking van de Kid's Card (elektronische identiteitskaart) aan de Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	€3,00
De retributies vermeld in de punten 1) b en 1) c zijn van toepassing in geval van spoedprocedure of zeer dringende procedure.	
c) voor de uitreiking van elk ander getuigschrift van identiteit aan buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar	€1,25
3) Reispassen :	
a) Normale procedure	
reisпас volwassenen	€16,00
reisпас kinderen	€16,00
b) Spoedprocedure	
reisпас volwassenen	€35,00
reisпас kinderen	€35,00
4) Rijbewijzen :	
a) Normale procedure	
Voor het elektronische rijbewijs	€7,00
Voor het voorlopige rijbewijs	€3,75
Duplicaat	€3,75
Voor het internationaal rijbewijs	€3,75
b) Spoedprocedure	
Voor iedere uitreiking	€20,00
5) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of registers betreffende de nationaliteit	€7,00
6) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten	€30,00
7) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)	€15,00
8) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende	
a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wetgevingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden	€7,00
b) de stedenbouwkundige inlichtingen	
- afleveringstijd van 30 dagen of meer	€50,00
- afleveringstijd van minder dan 30 dagen en meer dan 7 dagen	€100,00
- afleveringstijd van minder dan 7 dagen	€300,00
c) de aanvragen om stedenbouwkundige en milieuvergunningen en attesten met als voorwerp :	
- bouwen of verbouwen met volumewijziging	€150,00
- verbouwen zonder volumewijziging	€100,00
- wijziging van de bestemming of het gebruik van het goed	€100,00
- plaatsen van reclameborden	€200,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	€100,00
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken,...)	€50,00
bevattende	
- een milieueffectenverslag	€250,00
- een milieueffectenstudie	€500,00

d) de stedenbouwkundige en milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij procesverbaal :	
- met wijziging van het bouwvolume	€1.000,00
- zonder wijziging van het bouwvolume	€500,00
e) aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten	€5,00
<u>zwart en wit</u> : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;	
<u>kleur</u> : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;	
f) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw	€100,00
g) opmaak van slachtbewijs voor het Offerfeest	€15,00
h) verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2 ^{de} herinnering	€12,00
9) Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)	
per document of geldigheidsverlenging van documenten	€7,00
10) Beroepskaart	
aanvraag van beroepskaart	€25,00
aflevering van beroepskaart	€25,00
bericht van ontvangst van beroepskaart in geval van wijziging	€4,00
wijziging van beroepskaart	€25,00
11) Arbeidsvergunning	€1,25
12) Wijziging	
van naam	€25,00
van voornaam	€25,00
van geboortedatum	€25,00
13) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen	€25,00
14) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op	
a) de opening, de heropening, de overname enz. van dranksluiterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	€75,00
b) een helper te nemen in de uitbating van een dranksluiterij, restaurant, privé-kring en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	€13,00
c) een sluitingsvrijstelling van elke instelling bedoeld in punt 15 a)	€13,00
d) het gebruik, in een openbaar oord, van muziekinstrumenten of -apparaten die geluidsgolven verwekken, van een televisietoestel met of zonder videocassette of een om het een of ander audiovisueel apparaat	€13,00
e) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg	€13,00
f) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van :	
- een prostitutie salon	€1.500,00
- een « peeskamer »	€250,00
15) Samenstelling van een dossier betreffende	
de nationaliteit	€40,00
de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980	€10,00
de wettelijke samenwoning	€30,00
de voorafgaande wilsverklaring op gebied van :	

- euthanasie	€10,00
- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen	€10,00
de inschrijving na ambtshalve schrapping	€30,00
16) Een retributie van 2.500€ wordt in rekening gebracht bij aflevering van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C	

Artikel 4

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk.

De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel. Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;
3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;
11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheid of dergelijke;
16. De attesten van goed gedrag en zeden, de wettigingen van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;
17. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
18. De documenten geïllustreerd in artikel 3, punt 8-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.
19. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;

- verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)

- document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)

- aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)
 - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
 - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
20. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank. De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie, herroept en vervangt, op deze zelfde datum, het raadsbesluit van 30 november 2011 hernomen in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 maart 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,
(g) Marc DERO

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 2 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Cécile JODOGNE
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 mars 2013

Objet n° 16 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Marc Dero, Secrétaire communal adjoint.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, Conseiller communal.

#Objet : CPAS- Règlement d'ordre intérieur relatif à la concertation entre la commune et le CPAS- Modifications #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 30 voix contre 0 et 16 abstention(s).

Vu les articles 26 §2, 26bis, 33bis et 42§5 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, modifiée par la loi du 5 août 1992

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1993, fixant les conditions et modalités de la concertation, visée à l'article 26, par. 2 de la loi du 8/07/1976 organique des CPAS modifié par la loi du 5 août 1992 ;

Vu la convention du 18 juillet 2002 liant la commune et le CPAS au Fonds Régional Bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC), en particulier ses articles 11 et 13 ;

Vu les décisions du 27 et 28 avril 1993 du Conseil Communal et du Conseil de l'Action sociale d'adopter le règlement d'ordre intérieur relatif à la concertation entre la commune et le CPAS;

Vu les décisions du Conseil Communal et du Conseil de l'Action sociale de modifier l'article 1§2 du règlement d'ordre intérieur augmentant le nombre de membres faisant partie du Comité de Concertation de 2 à 5;

Attendu que le Collège des Bourgmestres et Echevins par décision du 19 février 2013 a décidé de proposer au Comité de concertation du 25 février 2013 un projet de nouveau règlement d'ordre intérieur relatif à la concertation entre la commune et le CPAS modifiant et remplaçant certaines dispositions du règlement existant de 1993, insérant notamment les articles 26 bis, 42§5 de la loi organique des CPAS de 1976 et les articles 11 et 13 de la Convention avec le FBRTC;

Vu la décision du Comité de concertation du 25 février 2013 d'approuver le projet de règlement d'ordre intérieur modifiant et remplaçant certaines dispositions du règlement existant de 1993;

DÉCIDE:

D'adopter le règlement d'ordre intérieur fixant les conditions et modalités de la concertation modifiant et remplaçant certaines dispositions du règlement d'ordre intérieur du 7 juillet 1993

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 mars 2013

Le Secrétaire communal adjoint,
(s) Marc DERO

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 2 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Bernard GUILLAUME
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 27 maart 2013

Voorwerp nr 16 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Özdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Marc Dero, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, Gemeenteraadslid.

**#Objet : OCMW- Huishoudelijk reglement voor het overleg tussen de gemeente en het OCMW-
Wijzigingen #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 0 en 16 onthouding(en).

Gelet op de artikels 26§2, 26bis, 33bis et 42§5 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare centra voor Maatschappelijk Welzijn,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 1993, tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van het overleg; zoals bepaald in artikel 26, par.2 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare, gewijzigd door de wet van 5 augustus 1992;

Gelet op de overeenkomst van 18 juli 2002 tussen de gemeente en het OCMW met Het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijk Thesaurieën (BGHGT), meer bepaald de artikelen 11 en 13;

Gelet op de besluiten van 27 en 28 april 1993 van de Gemeenteraad en de Raad van Maatschappelijk Welzijn welke het huishoudelijk reglement met betrekking tot het overleg tussen de gemeente en het OCMW goedkeuren;

Gelet op de besluiten van de gemeenteraad en de Raad van Sociale Actie tot wijziging van artikel 1, § 2, van het huishoudelijk reglement waarbij het aantal leden die behoren tot het Overlegcomité van 2 tot 5 wordt uitgebreid;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen bij besluit van 19 februari 2013 heeft besloten aan het Overlegcomité van 25 februari 2013 een ontwerp voor een nieuwe huishoudelijk reglement met betrekking tot de huishoudelijk reglement voor het overleg tussen de gemeente en het OCMW voor te stellen bepaalde bepalingen bestaande van 1993 worden gewijzigd en aangepast, met name het invoegen van de artikelen 26 bis, 42, § 5 van de organieke wet van de Organieke wet van 8 juli en de artikelen 11 en 13 van het Verdrag met FBRTC;

Gezien de beslissing van de het overlegcomité van 25 februari 2013 tot goedkeuring van het ontwerp van huishoudelijk reglement van 1993 tot wijziging en vervanging van sommige bepalingen van de bestaande regaling van 1993;

BESLUIT:

Het huishoudelijk reglement tot vaststelling van de bepalingen en voorwaarden van het overleg waarbij bepaalde bepalingen van huishoudelijk reglement van 7 juli 1993 worden gewijzigd te aanvaarden

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 maart 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,
(g) Marc DERO

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 2 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Bernard GUILLAUME
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 mars 2013

Objet n° 21 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Marc Dero, Secrétaire communal adjoint.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, Conseiller communal.

#Objet : Octroi d'une prime de vie chère au personnel qui réside en Région de Bruxelles-Capitale pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2012 - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;
Vu l'arrêté du 6 décembre 2012 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes un subside visant à financer une prime de vie chère de 180 € en 2012 au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu le courrier de l'administration régionale du 17 décembre 2012 informant la Commune de ce subside ;
Considérant qu'il ressort de ces documents que l'intention des autorités régionales est de conférer à ce subside un caractère récurrent mais qu'il y a lieu, pour des raisons de bonne gestion, d'envisager l'hypothèse d'une non-réurrence;
Considérant qu'il y a lieu d'accorder au personnel visé cet avantage dès lors que la Commune dispose de ce financement pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012 ;
Considérant la nécessité d'adopter une délibération permettant de liquider cette prime ;
Vu l'avis du comité de concertation Commune/CPAS en date du 22 mars 2013 ;
Vu l'avis du comité d'accompagnement du plan de redressement du 25 février 2013 ;
Vu le protocole désaccord signé en séance du 22 mars 2013 du Comité particulier de négociation ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 12 mars 2013;

DECIDE

Article 1

§ 1er. Une prime de vie chère est octroyée aux agents membres du personnel communal non enseignant inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la période de référence allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012.

§ 2. La prime de vie chère s'élève à 22,88 EUR bruts par mois presté lors de la période de référence, soit 137,28 EUR bruts pour la totalité de la période en cas de prestations complètes.

§3. Si le traitement d'un mois n'est pas dû entièrement, la prime de vie chère est payée au prorata appliqué pour le traitement.

§4. Cette prime est liquidée en une seule fois, au terme de la période de référence et n'est pas soumise à l'indexation.

Article 2

§1. Pour l'agent qui a changé de domicile, la prime de vie chère est due à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1er juillet 2012.

§2. L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

§3. Les membres du personnel étant tenus d'avertir leur employeur de leur changement de domicile, lors de la liquidation de la prime, un contrôle sera effectué pour ceux qui ont déménagé depuis le 1^{er} juillet 2012 sur base des documents transmis au service Traitements pour signaler ce changement. En cas de doute, l'agent sera tenu de fournir un certificat de domiciliation.

§4. Dans le cas où un agent signale son changement de domicile avec retard, une régularisation de traitement

sera effectuée à la date effective du changement de domicile. Si cette régularisation implique une récupération de salaire, cette récupération sera automatique, dans les limites fixées par la loi sur la protection de la rémunération. §5. La prime sera versée aux agents qui ne seraient plus en fonction à la date de liquidation de la prime mais qui remplissaient les conditions entre le 1^{er} juillet 2012 et la date de fin de fonction.

Article 3

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « agent membre du personnel communal non-enseignant » tout agent statutaire ou contractuel non membre du personnel enseignant, à l'exclusion des agents engagés en qualité de moniteur ou sous contrat d'étudiant ou rémunéré à la prestation.

Article 4

Le présent règlement sort ses effets à la date de son approbation par l'autorité de tutelle.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 mars 2013

Le Secrétaire communal adjoint,
(s) Marc DERO

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 2 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Cécile JODOGNE
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 27 maart 2013

Voorwerp nr 21 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Marc Dero, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, Gemeenteraadslid.

#Objet : Toekenning van een levensduurtepremie aan de personeelsleden woonachtig in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de periode van 1 juli tot en met 31 december 2012 - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het besluit van 6 december 2012 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat aan de gemeenten een subsidie toekent aan het personeel van de plaatselijke besturen woonachtig in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter financiering van een levensduurtepremie van 180 € in 2012;

Gelet op de brief van de gewestelijke administratie van 17 december 2012 waarmee ze de Gemeente op de hoogte brengt van deze subsidie;

Overwegende dat uit deze documenten blijkt dat het de bedoeling van de gewestelijke overheden is om aan deze subsidie een terugkerend karakter toe te kennen maar dat het past om redenen van goed beheer de hypothese in acht te nemen dat het niet terugkerend is;

Overwegende dat het past dit voordeel toe te kennen aan het bedoelde personeel aangezien de Gemeente over de financiering beschikt voor de periode van 1 juli tot 31 december 2012;

Overwegende de noodzaak om een beraadslaging aan te nemen welke toelaat om deze premie te betalen;

Gelet op het advies van het Overlegcomité Gemeente/OCMW op datum van 22 maart 2013;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité van het herstelplan van 25 februari 2013;

Gelet op het protocol van niet-akkoord ondertekend in vergadering van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 22 maart 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 maart 2013;

BESLUIT

Artikel 1

§1. Een levensduurtepremie wordt toegekend aan het niet-onderwijzend gemeentepersoneel dat in de bevolkingsregisters van één van de gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven was tijdens de referentieperiode van 1 juli tot 31 december 2012.

§2. De levensduurtepremie bedraagt 22,88 € bruto per gepresteerde maand gedurende de referentieperiode, hetzij 137,28 € bruto voor de hele periode in geval van volledige prestaties.

§3. Indien de maandelijksse wedde niet volledig wordt betaald, wordt de levensduurtepremie prorata aan het bedrag van de wedde aangepast.

§4. Deze premie wordt in één keer uitbetaald op het einde van de referentieperiode en wordt niet geïndexeerd.

Artikel 2

§1. Voor het personeelslid dat verhuisd is, is de levensduurtepremie verschuldigd vanaf de maand die volgt op de inschrijving van het personeelslid in de bevolkingsregisters van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum na 1 juli 2012 valt.

§2. De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping uit de bevolkingsregisters van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tenzij hij ingeschreven is in een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§3. Aangezien de personeelsleden ertoe gehouden zijn hun werkgever te verwittigen van hun verandering van woonplaats, zal er wanneer de premie wordt uitbetaald, een controle worden uitgevoerd voor degenen die verhuisd zijn sedert 1 juli 2012 op basis van de documenten overgemaakt aan de dienst Wedden om deze verandering te melden. In geval van twijfel, zal het personeelslid een bewijs van woonst moeten voorleggen.

§4. Wanneer een personeelslid zijn verandering van woonst met vertraging meldt, zal een aanpassing van wedde plaatsvinden op datum van de effectieve verandering van woonplaats. Indien deze regularisatie een recuperatie van wedde inhoudt, zal deze automatisch gebeuren, binnen de door de loonbeschermingswet opgelegde grenzen.

§5. De premie zal worden uitgekeerd aan de personeelsleden die niet meer in dienst zouden zijn op het ogenblik van de uitkering van de premie maar die voldeden aan de voorwaarden tussen 1 juli 2012 en de datum van het einde van hun functies.

Artikel 3

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder "niet-onderwijzend gemeentepersoneel" ieder statutair of contractueel personeelslid dat geen deel uitmaakt van het onderwijzend personeel met uitsluiting van de personeelsleden aangeworven in de hoedanigheid van monitor of onder studentencontract of bezoldigd per prestatie.

Artikel 4

Onderhavig reglement is van toepassing op de datum van zijn goedkeuring door de voogdijoverheid.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 maart 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,
(g) Marc DERO

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 2 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Cécile JODOGNE
Schepen